

Russia e stati italiani nel Risorgimento. vol. 1

[Giuseppe Bertì]

Autor(en): **De Felice, Renzo**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **7 (1957)**

Heft 4

PDF erstellt am: **19.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

d'Amiens — tout ce qui porte le nom de français, ce qui ne tient pas à un examen un tant soit peu approfondi. D'ailleurs, Napoléon a eu des «idées prophétiques» quant à la construction d'une Europe nouvelle; on oublie — tout soucieux de prôner l'idée européenne en 1956 — qu'il devait largement s'agir d'une Europe où l'initiative revenait à un impérialisme français dont les caractères autoritaires et dominateurs sont difficilement niables. Faire de Napoléon et des Français des «bons Latins» est tout simplement ridicule... Et l'on pourrait allonger la liste.

Enfin, sur le fond même de la question, comment l'auteur ne s'est-il pas rendu compte, que quel que soit l'état des recherches historiques et de l'exploitation des sources, Napoléon — et il partage ce privilège avec ceux qui furent au premier plan de l'histoire au cours des âges — sera toujours une personne discutable et discutée, tant dans ses œuvres que pour lui-même: il y a presque là une constatation banale. Un homme de cette envergure, fût-il un génie ou non, défie toute explication définitive. Le réhabiliter à ce train là, n'est-ce pas remplacer une légende défavorable par une légende optimiste, alors que l'histoire napoléonienne a ses points noirs conjointement à des aspects heureux. C'est assez dire l'échec de ce livre: il n'y a jamais gaîté de cœur dans pareille critique. L'ouvrage n'est pas historique et il nous paraît aussi susceptible de fixer dans l'erreur que les propres manuels qu'il prétend dénoncer dans leur nocivité. Le travail reste donc à faire...

Lausanne

Jean-Pierre Aguet

GIUSEPPE BERTI, *Russia e stati italiani nel Risorgimento*. Torino, Einaudi, 1957. 1 vol. in-8°, 874 p. (Biblioteca di cultura storica, 55.)

Fruit d'années de recherches et d'études, l'ouvrage de M. Giuseppe Berti — l'une des personnalités marxistes les plus intéressantes de la culture italienne de cet après-guerre — présente la reconstitution d'ensemble la plus précise et la plus complète dont on dispose actuellement sur les rapports entre les différents Etats de l'Italie (Sardaigne, Naples et Etats de l'Eglise surtout) et la Russie entre 1760 et 1860, autrement dit pendant la période de formation de l'Etat italien.

L'auteur a non seulement su tirer le plus grand parti de la vaste littérature historique qui existe sur son sujet, mais il a mené des recherches d'archives amples, personnelles, et à bien des égards heureuses, en Italie et à l'étranger, réussissant même à se procurer quelques documents des archives soviétiques. Grâce à ces recherches, certains épisodes peu clairs ou tout à fait inconnus jusqu'à ce jour — tels le rôle des milieux «illuministes» (Grimm, Galiani, etc.) dans l'établissement des premiers contacts diplomatiques réguliers entre la Russie et les états italiens, ou le mystérieux voyage, interrompu à Dresde, de Charles-Albert en Russie en 1818 —, sont portés à la connaissance des chercheurs de manière précise et complète.

La partie la plus intéressante et la plus originale du volume est assurément celle où l'auteur approfondit les rapports entre la diplomatie, celle de la Russie en particulier, et les sociétés secrètes de la fin du XVIII^e siècle et des vingt-cinq premières années du XIX^e. On possédait déjà de nombreux renseignements sur ces curieuses relations, mais il manquait encore le cadre général, et surtout l'appréciation de leur importance : c'est là précisément ce que M. Berti apporte aujourd'hui. Certes les points obscurs demeurent très nombreux (certains épisodes, certaines figures devront être approfondis par des recherches particulières et des monographies), mais il n'empêche que l'auteur a le mérite indiscutable d'avoir pu, et, disons-le, d'avoir courageusement osé, mettre un peu d'ordre parmi les renseignements fragmentaires que l'on connaissait déjà, d'y avoir intégré çà et là de nouveaux éléments et d'avoir donné à chacun d'eux un sens.

Pendant maintes années, surtout après le Congrès de Vienne, «il n'existait pas», en Italie et en Europe, «un mouvement libéral et une politique nationale qui fussent indépendants de la politique des sociétés secrètes»; laquelle, à son tour, était pour une grande part liée à la politique de Saint-Petersbourg (comme elle avait été, quelques années auparavant liée pour une grande part à celle de Londres). Sociétés secrètes et cours menaient chacune leur propre jeu en se servant les unes des autres, sans pour autant abandonner leurs positions ou renoncer à leurs objectifs. Les seules organisations secrètes qui n'aient pas eu de relations avec les cours furent, pendant plusieurs années, celles de l'aile gauche de tendance Buonarroti, favorables à une politique autonome des sectes. Pendant des années, une sorte de grand canevas de sociétés secrètes, qui s'étendait sur toute l'Europe, de la Grèce à l'Allemagne et de l'Italie à la Pologne, fut successivement en Angleterre et en Russie (et quelque temps même en Autriche) l'instrument des mouvements nationaux. Les fils de cette grande toile, pendant longtemps, passèrent par les mains de quelques hommes au double aspect d'affiliés et d'hommes de cour (S. Piattoli, A. Czartoryski, F. C. Laharpe, G. A. Capodistria, etc.), qui, de ce fait, se trouvaient être le mieux en mesure de maintenir les contacts entre les deux milieux et d'exercer une pression continuelle sur les souverains et sur les gouvernements qui donnaient le plus d'espoir au mouvement modéré de ce temps, et avant tout sur le tsar Alexandre I^{er}. C'est sur ces figures que l'auteur a particulièrement fait porter son étude. Il reste — nous l'avons déjà dit — beaucoup à faire; mais ces médaillons, et en particulier ceux de Piattoli (sur qui M. Berti prépare une monographie) et de Capodistria, constituent de solides points de départ pour des recherches ultérieures.

En ce qui concerne la Suisse, les pages consacrées à Frédéric-César de Laharpe (p. 376—386, 811—819) présentent un intérêt tout spécial. Selon l'auteur, Laharpe a joué dans le monde des sociétés secrètes de cette époque un rôle de premier plan. N'ayant pu voir les Archives Laharpe, à Lausanne, ni ceux de ses papiers qui sont conservés en Russie, M. Berti n'a pu tirer au clair la question de savoir si entre janvier et juillet 1800 Laharpe était

déjà entré en contact avec le monde des sociétés anti-bonapartistes, chose que nous croyons très probable étant donné ses rapports avec le milieu jacobin et son aversion pour la *Gironde helvétique* des «neutraliseurs, modérés, capituleurs». Pour ce qui est de 1814, M. Berti émet l'hypothèse que c'est lui «le général en chef russe» de qui Luigi Angeloni reçut de très prudents renseignements sur les plans des Alliés au sujet de l'Italie. Quelques années plus tard, nous sommes fixés: 1819, année de l'entrée de Laharpe dans l'*Union*, représente une date précise. Même si cette date devait rester, à la lumière d'une analyse plus approfondie, le *terminus a quo* de l'appartenance de Laharpe aux sociétés secrètes, il est clair cependant qu'elle n'aurait qu'une valeur officielle; des faits aussi précis que sa collaboration avec Capodistria en 1813, engagé dans une action en faveur des nouveaux cantons contre l'oligarchie bernoise, et que son voyage en Italie six ans plus tard, doivent nécessairement être mis en relation avec la politique générale des sociétés secrètes au cours de ces années-là.

Mais M. Berti ne se borne pas à établir l'appartenance de Laharpe au monde des sociétés secrètes. Il publie en appendice et examine longuement dans le texte un mémoire très intéressant, inédit, de l'ex-directeur helvétique à Alexandre I^{er} sur «l'instruction publique et la législation relativement à la Russie», daté de Saint-Petersbourg le 16 octobre 1801. Ce rapport permet de se faire une idée précise, et même nouvelle, de la conception politique de Laharpe et aussi de sa capacité de saisir concrètement les problèmes fondamentaux de la société et de l'Etat russe.

Dans une œuvre aussi puissante et aussi neuve que celle de M. Berti, on trouverait à faire bien des remarques; il me semble cependant que les qualités l'emportent de loin sur les défauts et qu'il n'est pas nécessaire de faire allusion ici à certains aspects négatifs de ce bel ouvrage. On relèvera toutefois l'absolue sécheresse dont témoigne M. Berti dans la compréhension de la psychologie du tsar Alexandre I^{er}. En fait, l'incompréhension de cette psychologie (qui provient selon nous davantage d'une *objectivité* portée à ses extrêmes conséquences, que de l'aveugle acceptation de certaines affirmations de Marx et de Engels, attendu qu'en bien des occasions M. Berti sait parfaitement distinguer entre jugement historique et politique contingente dans les écrits des deux pères du marxisme) empêche l'auteur de comprendre justement certains épisodes et certains retournements qui ont incontestablement leur origine dans la psychologie compliquée et hésitante du tsar. On peut citer à titre d'exemple le cas de l'appui accordé par le tsar aux nouveaux cantons en 1813. M. Berti ne parvient pas à situer cet épisode dans le schéma auquel il a réduit la politique d'Alexandre I^{er}; alors il se cantonne dans une explication extrêmement faible, invoquant seulement la «reconnaissance à l'égard de son vieil instituteur et tuteur, qui était l'un des principaux protagonistes de la lutte que les libéraux menaient alors dans ce petit pays». Même si on tient compte de cette sécheresse, qui peut, çà et là, mettre en cause la pleine validité de certaines pages, le juge-

ment général que l'on doit porter sur le livre de M. Berti ne saurait s'en trouver altéré; nous sommes en présence d'une œuvre d'ensemble de valeur et, surtout, extrêmement stimulante.

Rome

Renzo De Felice

RUDOLF VIERHAUS, *Ranke und die soziale Welt*. Neue Münstersche Beiträge zur Geschichtsforschung 1. Aschendorffsche Verlagsbuchhandlung, Münster i. Westfalen 1957. 259 S.

Die sehr gründliche und ausführliche Studie geht von der unwiderlegbaren Kritik an Ranke aus, die ihm mangelnde Aufmerksamkeit für das Gesellschaftlich-Strukturelle zur Last legt. Die Betrachtung des Sozialen mußte sich für Ranke mit der Betrachtung der eigenen Zeit verbinden, und auch in dieser Richtung hat man dem Historiker das Fehlen von Verständnis und Anteilnahme vorgeworfen. Hier zunächst kann Vierhaus einiges richtigstellen, indem er genauer, als das bisher geschehen ist, die Themen von Rankes Vorlesungen Revue passieren läßt und feststellt, daß die Geschichte des 19. Jahrhunderts in ihnen wohl vertreten ist. Daß er immerhin fast durchwegs davon abgesehen hat, die Vorlesungen über diese Periode zu Werken weitergedeihen zu lassen, ist auch nicht ohne Bedeutung. Die Annahme, daß Rankes Geschichtsverhältnis in einer wesentlich auf die Vergangenheit bezogenen und sie genießenden Einstellung gründet, kommt mir im ganzen doch richtig vor.

In sehr scharfsinniger Weise bringt Vierhaus die allgemeinsten Vorstellungen Rankes mit seinen Ansichten von den einzelnen sozialen Elementen in Verbindung. Von einer Person-bezogenen Geschichtschreibung trennt ihn die Konzeption eines Übergreifenden, das auf der Ebene philosophischer Ansätze als «Realgeistiges» angesprochen, in der Erzählung als «Gang der Dinge», als «lebendige Bewegung der Welt» genannt wird. Mit vollem Recht ist ein bisher unbekannter Satz aus dem Nachlaß als Kern des Rankeschen Geschichtsbildes hingestellt: «Es ist eine Gewalt in den Dingen, in den großen Interessen, von denen die Menschen ihren Impuls empfangen. In dem Gegensatz derselben ist die Bewegung fast noch mehr als in Entschlüssen.» — Es ist leicht zu sehen, wie die Argumentation von hier aus weiterfindet. Das Überpersönliche und zugleich immer Individuelle, das hinter dem Geschichtsablauf wirkt, kann auch ein «Kollektiv» heißen. Und in behutsamer Ableitung lassen sich die einzelnen historischen Kollektive («Familie — Stamm — Volk — Nation. Staat — Kirche. Stand — Klasse — Gesellschaft. ,Volk' — Masse — Proletariat») erfassen, so wie sie bei Ranke immerhin erwähnt sind. Ein Vorgehen, das um so legitimer ist, als es die genannten Elemente nicht zu Grundbegriffen von Rankes Geschichtschreibung erhebt, sondern allein ihr Vorhandensein, ihre jeweilige Bedeutung aufdeckt.

Ein Vergleich der Einstellung Rankes zum Sozialen mit derjenigen Burck-